



Quatorzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale



Kyoto (Japon), 7-12 mars 2021

Distr. limitée
10 mars 2021
Français
Original : anglais

Manifestations spéciales

1. Dans le cadre du quatorzième Congrès, l'ONUDDC, en coopération avec d'autres parties prenantes, a organisé 13 manifestations spéciales entre le 7 et le 10 mars 2021.

Résumé

2. Le 7 mars 2021, l'ONUDDC, en partenariat avec le Qatar, a organisé une manifestation spéciale intitulée « Promouvoir l'état de droit et la justice : mise en œuvre novatrice de la Déclaration de Doha en vue de la réalisation des objectifs de développement durable ». Cette manifestation spéciale était animée par le Directeur de la Division des traités de l'ONUDDC. Des déclarations d'ouverture ont été faites par le Président de l'Assemblée générale à sa soixante-quinzième session, la Directrice exécutive de l'ONUDDC, la Ministre de la justice du Japon et le Conseiller du Premier Ministre et Ministre des affaires intérieures du Qatar, présenté par l'Ambassadeur et Représentant permanent du Qatar auprès de l'Organisation des Nations Unies à Vienne. Des intervenants, notamment le Ministre des affaires intérieures, de l'immigration, de la sûreté et de la sécurité de Namibie, le Ministre de l'éducation publique d'Ouzbékistan, ainsi que des représentantes et représentants de l'UNESCO et du Conseil consultatif du Réseau mondial pour l'intégrité de la justice de l'ONUDDC, et des représentantes et représentants de la jeunesse, ont partagé les réalisations du Programme mondial pour la mise en œuvre de la Déclaration de Doha et ses pratiques novatrices en matière de promotion de l'état de droit, ainsi que les efforts déployés pour mettre en œuvre la Déclaration de Doha aux niveaux national, régional et international.

3. Le 8 mars 2021, une manifestation spéciale sur l'autonomisation des femmes et la promotion de la justice a été organisée pour célébrer la Journée internationale de la femme. La Ministre de la justice du Japon, le Ministre d'État des affaires étrangères du Japon, la Directrice exécutive de l'ONUDDC et la Directrice exécutive adjointe de l'ONU-Femmes ont fait des déclarations. Elles ont été suivies de l'intervention spéciale de Nishikawa Kiyoshi et Helen, un couple de célébrités du Japon, qui ont partagé leur point de vue sur la marginalisation et les difficultés en tant que causes de la criminalité et des dommages causés. La manifestation spéciale s'est terminée par un débat avec le Vice-Ministre parlementaire de la défense du Japon, le Président de la Sophia University (Japon), le Directeur général d'Accept International et la Directrice de la Division des opérations de l'ONUDDC. Il a été plaidé en faveur d'une société tolérante et l'accent a été mis sur l'importance du point de vue des femmes pour promouvoir le changement.

4. Le même jour, la Division de l'analyse des politiques et des affaires publiques de l'ONUDDC a organisé une manifestation spéciale pour célébrer le dixième anniversaire de la création du fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des



enfants, et pour dresser le bilan des réalisations et des meilleures pratiques. Cette manifestation spéciale a été présidée par la Présidente du Conseil d'administration du fonds. Une déclaration d'ouverture a été faite par la Directrice exécutive de l'ONUSD. Des déclarations ont été prononcées par des intervenantes et intervenants de Belgique, de France et de Suède et des présentations ont été faites par des représentantes et représentants d'organisations non gouvernementales de première ligne du Ghana et de l'Inde.

5. Le même jour également, le Service de la lutte contre la corruption et la criminalité économique, le Programme mondial de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages et aux forêts et le Service de la recherche et de l'analyse des tendances de l'ONUSD ont organisé une manifestation spéciale sur la lutte contre la corruption dans le contexte de la criminalité liée aux espèces sauvages, aux forêts et à la pêche. La Directrice exécutive de l'ONUSD a fait une allocution de bienvenue. La déclaration d'ouverture, prononcée par le Président de United for Wildlife, a été suivie d'un débat animé par la Princesse Laurentien des Pays-Bas, avec des intervenantes et intervenants d'Angola, du Kenya et du Parc national des Virunga en République démocratique du Congo. Par la suite, des représentantes et représentants de la Belgique, de la France, du Kenya, des Palaos, du Pérou et des États-Unis, ainsi que la représentante de la Wildlife Justice Commission et le représentant du Fonds mondial pour la nature, deux organisations de la société civile, ont rappelé combien il importait de s'attaquer à la corruption pour prévenir la criminalité liée aux espèces sauvages, aux forêts et à la pêche. Jane Goodall a prononcé des observations finales.

6. Le 8 mars 2021 également, l'ONUSD a organisé une manifestation spéciale sur la prise en compte des questions de genre dans les mesures de justice pénale visant à lutter contre le terrorisme. Le groupe de discussion était composé de la Directrice exécutive de l'ONUSD, du Ministre nigérian de la justice, de la Coordinatrice de la lutte contre le terrorisme de la Suède, de la Présidente de la Commission sénatoriale sur les femmes et l'égalité des sexes de l'Ouzbékistan, de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, ainsi que de la Directrice de Women Empowerment Organization et Coordinatrice de l'équipe spéciale intersectorielle pour l'Iraq chargée de l'application de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, et était animé par le Chef du Service de la prévention du terrorisme de l'ONUSD. Les participantes et participants ont examiné les tendances concernant la participation des femmes aux groupes terroristes, les efforts déployés pour poursuivre les terroristes responsables de violence sexiste et sexuelle, les approches adoptées pour prendre des mesures tenant compte des questions de genre afin de prévenir le terrorisme et l'extrémisme violent, et l'importance d'accroître le rôle des femmes dans ces efforts.

7. Le 9 mars 2021, l'ONUSD a organisé une manifestation spéciale sur la gouvernance de la sécurité urbaine en vue d'examiner les approches et stratégies multisectorielles et inclusives visant à améliorer la sécurité et la gouvernance des villes. Cette manifestation spéciale était animée par le Directeur de la Division de l'analyse des politiques et des relations publiques. Une déclaration d'ouverture a été prononcée par la Directrice exécutive de l'ONUSD. Des présentations ont été faites par des représentantes et des représentants des gouvernements locaux et nationaux d'Oakland (États-Unis), de Mexico, de Nairobi et de Tachkent. Une présentation a également été faite par le Coordinateur résident des Nations Unies pour la Barbade et les Caraïbes orientales. Des déclarations ont été faites par le Vice-Ministre adjoint japonais de la justice et la Directrice exécutive d'ONU-Habitat. Il a été dit qu'une stratégie de gouvernance de la sécurité urbaine était essentielle pour renforcer la résilience urbaine à plusieurs niveaux et la sécurité collective.

8. Le même jour, le Programme mondial de renforcement des moyens dont disposent les États Membres pour prévenir et combattre le crime organisé et la grande criminalité a proposé une manifestation spéciale sur le lancement du Réseau de justice de l'Asie du Sud-Est et la promotion de la coopération internationale en matière pénale grâce aux réseaux de coopération judiciaire. Cette manifestation spéciale était présidée par une représentante de l'ONUSD et animée par le Directeur général du

Département des affaires internationales du Bureau du Procureur général de Thaïlande. Une déclaration d'ouverture a été faite par la Directrice exécutive de l'ONUUDC. Des présentations ont été faites par le Procureur général d'Égypte, représentant l'Association des Procureurs africains, la Procureure générale d'Espagne, représentant l'Association ibéro-américaine des ministères publics, le Secrétaire du Réseau judiciaire européen, le Secrétaire général du Réseau ibéro-américain de coopération juridique internationale, les Procureurs généraux adjoints de Singapour et de la Thaïlande, le Secrétaire à la justice des Philippines ainsi que par la Haute-Représentante de Gambie et les Hauts-Représentants du Ghana et du Kirghizistan.

9. Le même jour également, l'ONUUDC, en partenariat avec le Service de la défense publique de l'Argentine, le PNUD, l'ONU-Femmes, l'Organisation internationale de droit du développement, les Pionniers pour des sociétés pacifiques, justes et inclusives et l'Association internationale des avocats, a organisé une manifestation spéciale sur l'égalité d'accès à la justice pour tous et toutes. Cette manifestation était animée par la Chef de la Section de la justice de la Division des opérations et une déclaration d'ouverture a été prononcée par la Directrice exécutive de l'ONUUDC. Des représentantes et représentants de haut niveau et des expertes et experts des États Membres d'Europe, d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie, la Présidente du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine ainsi qu'un représentant d'une organisation internationale, ont discuté des difficultés rencontrées et des bonnes pratiques partagées par les gouvernements et les praticiennes et praticiens en vue de garantir l'égalité d'accès à la justice pour les personnes soupçonnées ou accusées d'avoir commis une infraction et pour les victimes d'infractions, notamment en ce qui concerne les incidences de la COVID-19, l'accent étant mis en particulier sur les groupes ayant des droits et des besoins spécifiques.

10. Le 9 mars 2021 également, l'ONUUDC et INTERPOL ont organisé une manifestation spéciale sur la manière de repenser les mesures pour lutter contre les actes criminels et les dommages perpétrés par et contre les jeunes et d'inciter les citoyens à promouvoir la paix et le développement. Cette manifestation était coorganisée par la Directrice de la Division des opérations et le Directeur exécutif des services de police d'INTERPOL, et le discours d'ouverture a été prononcé par le lauréat du prix Nobel de la paix, Kailash Satyarthi. Lors d'une table ronde, la Commissaire australienne à la sécurité électronique, le Coordonnateur résident des Nations Unies pour la Chine, la Directrice exécutive de la Wahid Foundation, une professeur de la Aoyama Gakuin University (Japon) et le Directeur général d'Accept International ont débattu de la nécessité d'une nouvelle réflexion en vue de transformer les méthodes traditionnelles pour lutter contre les actes criminels et les dommages perpétrés par et contre les jeunes. Les participantes et participants ont échangé des vues sur la nécessité d'encourager une coopération plus efficace entre les secteurs public et privé afin d'adopter des mesures synergiques pour lutter contre la criminalité et les dommages perpétrés, au moyen d'un éventail d'interventions diversifiées.

11. Une manifestation spéciale s'est tenue le 10 mars 2021, intitulée « Les incidences de la COVID-19 en milieu carcéral : atténuer les risques et reconstruire en mieux », organisée en coordination avec le Groupe des Amis des Règles Nelson Mandela, sis à Vienne. Elle a été ouverte par la Directrice de la Division des opérations, qui a prononcé une déclaration au nom de la Directrice exécutive de l'ONUUDC. Des déclarations liminaires ont été faites par le Ministre indonésien de la justice et des droits humains, le Vice-Ministre sud-africain des services correctionnels, le Directeur général du Bureau correctionnel japonais, le Président de l'Association internationale des affaires correctionnelles et pénitentiaires et le Chef de l'Unité de détention du Comité international de la Croix-Rouge. Les intervenantes et intervenants, réitérant leurs préoccupations face à l'impact disproportionné de la COVID-19 sur les personnes vivant et travaillant en milieu carcéral, ont convenu que la pandémie avait mis en exergue les déficiences chroniques qui régissent de longue

date dans les établissements pénitentiaires. Au titre des priorités pour les futures stratégies de réforme, l'accent a été mis sur la nécessité de redoubler d'efforts pour renforcer le respect des normes minimales internationales relatives à la détention tout en s'attaquant aux causes profondes du recours excessif à l'incarcération et de la surpopulation.

12. Le 10 mars 2021, l'ONU DC a organisé une manifestation spéciale sur les moyens de protéger le sport contre la corruption et la criminalité, visant à faire connaître les menaces que font peser la corruption et la criminalité sur le sport, ainsi qu'à mettre en évidence et à proposer des initiatives sur la manière d'y remédier. Lors de cette manifestation, qui était animée par la Chef du Service de la lutte contre la corruption et la criminalité économique de l'ONU DC, des déclarations ont été faites par la Directrice exécutive de l'ONU DC, des Hauts-Représentants de l'Australie, de la Fédération de Russie, de l'Italie et du Qatar, ainsi que par les Présidents du Comité international olympique et de la Fédération internationale de football association.

13. Le même jour, l'ONU DC, en collaboration avec les Gouvernements autrichien, indonésien et japonais et l'Union européenne, a parrainé une manifestation spéciale concernant la feuille de route de l'ONU DC sur la prise en charge des enfants associés aux groupes terroristes et extrémistes violents. Une déclaration d'ouverture a été faite par la Directrice de la Division des opérations. Des présentations ont été faites par l'Ambassadrice chargée de la coopération internationale pour la lutte contre le terrorisme et la criminalité internationale organisée auprès du Ministère japonais des affaires étrangères, la Chef du Service des instruments de politique étrangère de la Commission européenne, le Chef adjoint chargé de la coopération internationale de l'Agence nationale indonésienne de lutte contre le terrorisme, le Président du Conseil judiciaire suprême et Président de la Cour fédérale de cassation iraquienne, le Coordonnateur du Centre de lutte contre le terrorisme du Bureau du Conseiller pour les questions de sécurité nationale du Nigéria, la Chef de l'Unité de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent du Centre de lutte contre le terrorisme du Bureau du Conseiller pour les questions de sécurité nationale du Nigéria et l'Ambassadeur itinérant du Ministère des Affaires étrangères du Kazakhstan.

14. Le 10 mars 2021 également, le Groupe de la planification stratégique et des questions interorganisations de l'ONU DC a organisé une manifestation spéciale intitulée « Les jeunes et l'état de droit : des agents du changement efficaces ». La manifestation était axée sur la participation des jeunes aux débats politiques sur des thèmes liés à la prévention de la criminalité, à la justice pénale et à l'état de droit. Elle était animée par un spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale de l'ONU DC. Une déclaration d'ouverture a été faite par le Secrétaire exécutif du quatorzième Congrès. L'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse a également prononcé des remarques liminaires. Des présentations ont été faites par des parlementaires du Brésil, du Japon et du Kenya et des représentantes et représentants des jeunes de MUN Impact et du Forum japonais de la jeunesse. Les participantes et participants ont insisté sur l'importance de fournir aux jeunes un espace de discussion régulier pour qu'ils puissent participer aux débats politiques mondiaux sur le renforcement de l'état de droit.